

Communiqué de presse

L'ère du Parti unique est de retour en Algérie

Le gouvernement algérien révèle une fois de plus sa volonté machiavélique de fermeture de toutes les associations de défense des droits de l'Homme en Algérie et ne semble pas vouloir s'arrêter là.

Après la dissolution de l'association Rassemblement Action Jeunesse (RAJ), les poursuites judiciaires envers le MDS et du RCD, la mise sous scellés de Radio M, la mise sous scellés des locaux de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), tout porte à croire que les autorités algériennes veulent faire disparaître maintenant SOS Disparus.

En effet, le **mercredi 25 janvier 2023 à 18h, deux officiers de police, dont l'un en tenue de combat accompagné d'un autre en civil venus dans une voiture officielle de la police, ont sonné à la porte des bureaux de SOS Disparus à Alger. Ils étaient à la recherche du propriétaire des lieux pour lui laisser une convocation. Le document de format A4 entre les mains de l'officier de police n'avait nullement l'apparence d'une convocation. Un document plutôt très inquiétant.**

La malveillance du gouvernement algérien envers SOS Disparus n'est pas nouvelle. Malgré toutes les démarches effectuées, l'association ne dispose toujours pas de statut légal en Algérie. Devant la résistance des familles et de leur association, les autorités algériennes ont décidé de faire complètement disparaître du décor les familles de disparus en les interdisant de rassemblement, croyant ainsi que la charte pour la paix et la réconciliation nationale allait leur permettre de tourner la page sur une Histoire qui les hante : Les disparitions forcées.

SOS Disparus est la seule entité en Algérie à offrir un espace d'accueil aux familles dont les proches ont été victimes de disparitions forcées pendant les années 1990 après avoir été arrêtés par les forces de l'ordre toutes confondues. Le chiffre officiel est de 8023 personnes disparues en Algérie. Nombreuses sont les ONG qui parlent de 23 000 disparus en Algérie.

Malgré les intimidations et les menaces de mort envers les dirigeants de l'association et toutes les souffrances qu'elles subissent, les familles de disparus continuent sans relâche de porter le combat avec une détermination inouïe à lutter pour que les familles des victimes obtiennent la Vérité et la Justice que le pouvoir leur doit. L'association SOS disparus œuvre pour la non-répétition du crime de disparition forcée, considéré par les Nations Unies comme un crime contre l'humanité.

Les familles de disparus déclarent aux plus hautes instances algériennes que la rue les a vu naître, elles continueront d'y grandir et d'exister tant qu'elles n'auront pas trouvé de réponses à leurs questions, avec ou sans local.

Ainsi, SOS disparus et le CFDA appellent à la Solidarité inconditionnelle à toutes les organisations de défense des droits de l'homme en Algérie qui subissent la répression d'un Etat autoritaire. Nos associations représentent les derniers bastions démocratiques à donner une voix aux victimes des violences de l'Etat algérien.

Alger le 26 janvier 2023

Nassera Dutour

Présidente CFDA/SOS Disparus